

La lutte contre la corruption est-elle un combat de droite ?

Il y a plus d'un an, des dizaines de milliers de Roumains se mobilisent contre la corruption du Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir, mais ce mouvement n'est-il pas le faux-nez d'une vague ultra-libérale, visant à discréditer toute idée d'intervention de l'État ? Le débat agite la gauche roumaine, déjà faible, qui craint d'être encore plus marginalisée. Par Nicolas Trifon

La comparaison entre les vues aériennes montrant les grands axes de Bucarest investis par les manifestants anti-corruption, en janvier 2017 puis en janvier 2018, est trompeuse. Il y avait beaucoup moins de monde cette année et, surtout, deux Premiers ministres nommés par le Parti social-démocrate (PSD) ont été limogés entre temps par ce même parti. La tension n'a pas baissé pour autant entre le chef du PSD, Liviu Dragnea, bien décidé à mettre un frein à la lutte contre la corruption qui l'empêche d'accéder lui-même à la tête du gouvernement, et ceux qui font tout pour l'en empêcher.

La persévérance du PSD, majoritaire au Parlement, n'a d'égale que celle de ses opposants. Pourtant, la principale force d'opposition, le Parti national libéral (PNL), n'a toujours pas la cote au sein du mouvement, tandis que celle du mouvement créé dans la foulée de la contestation, l'Union sauver la Roumanie (USR), est en baisse. Même le Président Iohannis a été conspué par les manifestants pour avoir accepté sans broncher la candidate proposée par le PSD, Vasilica Dăncilă, pour le poste de Premier ministre.



Le PNL est de droite, l'USR se présente comme « centriste », on pourrait parler de centre-droit pour être plus précis. Et le PSD ? Le parti est affilié à l'Internationale socialiste, mais encore ? Et ses contempteurs du mouvement #Rezist, qui sont-ils ?

« Samedi 20 janvier, quelque 10 000 Roumains venus à l'appel des ONG de Soros ainsi que d'autres Roumains travaillant pour la plupart pour de compagnies multinationales étrangères installées dans la capitale ont participé à un rassemblement soi-disant anticorruption dirigé contre le gouvernement socialiste anti-globalisation de la Roumanie et ses réformes patriotiques et populaires », pouvait-on lire sur Fort Russ News, un portail concurrent de Spoutnik et de RT. Si ce média n'était pas russe, nombre de supporters du PSD se reconnaîtraient volontiers dans cette présentation, avec quelques réserves peut-être pour le terme de « socialiste ». En revanche, les croisés anti-corruption y verraient la confirmation indirecte de ce qu'ils dénoncent depuis longtemps. C'est pour dépasser cette opposition qui plombe la vie politique roumaine que des prises de position et des analyses ont fusé dernièrement à propos de l'attitude que la gauche devrait adopter par rapport à la lutte contre la corruption.

COMMENT INSCRIRE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION SUR UN AGENDA SOCIAL ?

Très partagée, l'intervention postée le 10 décembre sur sa page Facebook par Ciprian Șiulea, enseignant, journaliste et traducteur, commence très fort : « Un mouvement anticorruption de gauche est une aberration absolue parce que, dans l'espace euro-atlantique, en particulier en Roumanie, le thème de la lutte contre la corruption est une idéologie violente

venant de la droite anti-État et pro-privatisation. Le discours anti-corruption dit clairement que la corruption est la cause de tout ce qui ne va pas bien (l'apogée de l'aberration étant de faire reporter sur la corruption tout ce qui ne va pas bien en matière de santé et d'éducation, des systèmes drastiquement sous-financés) et que l'État est de par sa nature inefficace, parce que corrompu, et doit par conséquent être démantelé. »

Cette mise en garde s'adresse aux syndicats, au nouveau parti **Demos**, à tous ceux qui ont des convictions de gauche et qui seraient tentés d'« inscrire la lutte contre la corruption sur un agenda social ». Elle a eu un fort impact et a conféré une dimension explicitement politique au débat entamé l'année dernière autour du « **racisme social** ».

Lancée au départ comme une « méthode de réparation d'une démocratie malade », la lutte contre la corruption a été conçue comme « un mouvement et une idéologie visant la prise du pouvoir », estime l'auteur dans la deuxième partie de son intervention au titre peu équivoque : « Aucun compromis avec l'anti-corruption ! » La « propagande avec la corruption » serait une arme au service d'une « coalition hétéroclite formée de la droite politique, des services de renseignements, des procureurs, qui cherche à remplacer la vieille démocratie par un nouvel autoritarisme de droite dure, l'équivalent des régimes chauvins de Hongrie et de Pologne ».

Sur ce dernier point, l'auteur est repris dans plusieurs commentaires. Pour corriger le tir, quelqu'un fait remarquer qu'en Roumanie la lutte contre la corruption est plutôt un assemblage de libertarianisme économique (État minimal) et de progressisme éthique (anti-famille, anti-Église). Pour faire de la Roumanie un exemple d'occidentalisation réussie, il faudrait ainsi éliminer le PSD, à cause de son conservatisme social, mais aussi l'Église et son influence sociale.

L'ISOLEMENT DE LA GAUCHE

Dans sa tribune parue le 2 janvier sur CriticAtac sous le titre « **L'anticorruption et la gauche** », Vladimir Borțun salue l'analyse de Ciprian Șiulea mais avoue ne pas en partager la conclusion. Doctorant en science politiques à Portsmouth, en Angleterre, il développe à son tour la critique du discours anti-corruption dont il souligne la dimension « néo-coloniale et auto-coloniale ». Celui-ci ignore la corruption à l'Ouest et « contribue à la légitimation de l'hégémonie occidentale », alors que la gauche devrait « rejeter la rhétorique manichéenne-coloniale sur la corruption et son usage comme outil de promotion des intérêts des grandes puissances ». « Le monopole de la droite sur le thème de la corruption ne signifie pas que la gauche ne peut pas le récupérer ». Elle peut et elle doit le faire, insiste-t-il, tant d'un point de vue pragmatique que tactique, puisque « l'anti-anticorruption isole davantage encore une gauche déjà marginale ».

Répondant à un lecteur qui l'interrogeait sur ce que l'on peut faire pour atteindre les buts énoncés, Ciprian Șiulea, radical là où Vladimir Borțun se veut plus politique, se montre encore plus minimaliste et évasif : « Nous partons de très bas, l'idéal serait de construire des médias, des think-tanks, pour défendre nos idées, mais nos ressources sont limitées. Peut-être les conditions seront-elles un jour réunies pour créer un parti politique... »

En réalité, les supports médiatiques qui véhiculent les idées de Ciprian Șiulea, Vladimir Borțun et bien d'autres ne manquent pas en Roumanie, et, depuis 2016, il existe aussi un parti de gauche, Demos, ce qui n'empêche que la gauche soit quasiment inaudible dans la vie politique du pays. D'aucuns tentent de s'ouvrir aux autres, de communiquer. Tel est le cas de Vasile Ernu, cofondateur du portail CritiAtac et auteur prolifique, entre autres d'un recueil de ses chroniques intitulé *Je suis un homme de gauche*. Sur son blog hébergé par le quotidien **Adevarul**, paru le lendemain de la manifestation anti-corruption, au cours de laquelle il a « beaucoup discuté et surtout écouté », il tente une « conciliation » entre la « classe perdante »

et la « classe abandonnée ». « Ce que j'ai vu hier soir, c'est la protestation de gens mécontents. Dans la rue, nous avons une classe sociale qui sent qu'elle a perdu et entend avoir sa part lors de la répartition des profits et des ressources. C'est son droit de le vouloir et de lutter pour cela. Mais il existe aussi une autre couche sociale en Roumanie. Peut-être plus nombreuse. La couche sociale non pas de ceux qui ont perdu mais de ceux qui ont été abandonnés qui ne sont représentés par personne. Ils se sentent abandonnés et affamés... »

Ces auteurs ont fait un choix politique courageux, se sont engagés, ce qui est loin d'être le cas des autres qui, en effet, pour des raisons historiques qui remontent, au-delà de la période communiste, au climat de l'entre-deux-guerres, véhiculent souvent des valeurs que l'on peut considérer comme étant plutôt de droite, sans pour autant se positionner politiquement comme tels. C'est vraisemblablement parce qu'ils les connaissent bien qu'ils ont tendance à s'attaquer à eux, parfois avant même de s'en prendre aux partis de droite. S'ils ménagent les pontes du PSD, c'est parce qu'ils les estiment moins dangereux.

Or, ce sont bien ces caciques qui exercent le pouvoir et empêchent que les problèmes systémiques du pays, notamment ceux liés à la pauvreté, ne soient publiquement débattus et que des solutions concrètes ne soient adoptées. « Finalement, Șiulea soutient que ce sera peut-être encore pire, ce qui est vrai, alors réjouissons-nous avec ce que nous avons puisque cela pourrait être pire »... C'est peut-être bien là qu'est le problème.